

« Nous proposons une réforme fiscale »

« Je propose un autre chemin face à la grande brutalité dans les mesures prises de ce gouvernement de droite. »

Benoît LUTGEN

2 milliards : le coût net des intérêts notionnels que le président du cdH veut utiliser pour une « vraie » réforme fiscale.

Le président du cdH va de l'avant en optant pour « la voie raisonnable ». Il a calculé une réforme fiscale qu'il financerait en supprimant les intérêts notionnels.

● Interview : Catherine ERNENS

Benoît Lutgen, vous êtes président du cdH. Jeudi, votre parti, comme le PS ou Écolo, a quitté le Parlement parce que Charles Michel ne répondait pas aux questions sur le N-VA Jambon...

Charles Michel n'a pas répondu parce qu'il ne sait pas quoi répondre. On est passé à des mensonges du ministre de l'Intérieur. Monsieur Jambon a été membre actif d'un club d'extrême droite, il n'a pas fait qu'y passer comme il l'avait dit. Si Charles Michel n'en répond pas, c'est qu'il y a un immense malaise.

Les faits reprochés sont anciens. Ce n'est pas aussi de la récupération de l'opposition ?
C'est ancien. Mais c'est comme si la phrase de Jean-Marie Le Pen sur les fours crématoires, on disait qu'on pouvait l'oublier. Le temps n'efface pas pa-

reils comportements.

La N-VA est un parti d'extrême droite ?
Pas tous les membres de la N-VA. Je ne dis pas ça. Mon analyse est qu'une partie de l'électorat de la N-VA est nationaliste.

Une autre est issue de la classe moyenne. Et une troisième partie a été siphonnée du Vlaams Belang. Donc oui, il y a eu des calculs. Ce n'est pas de la distraction d'avoir mis M. Francken et M. Jambon à des postes clefs.

Et donc il y a une utilisation francophone de cette ambiguïté.
Je ne le souhaite pas.

Mais vous avez traité le chef de file MR de collabo...

J'ai dit que ce gouvernement était plus collaborateur avec la N-VA que le précédent. Mon intention n'était pas de m'attaquer personnellement à Monsieur Ducarme. Il a d'ailleurs mis 48 heures à s'en offusquer. J'espère qu'il mettra moins de cinq ans à s'offusquer de gouverner avec la N-VA. Mais ce qui m'inquiète vraiment, c'est la situation socio-économique. Et c'est pour cela que nous allons déposer des propositions fiscales.

Quelles propositions ?

Un autre chemin face à la grande brutalité dans les mesures prises de ce gouvernement de droite, le ton utilisé, et parfois une réponse

excessive de la gauche. On est dans une confrontation insupportable, une lutte des classes d'un autre siècle, un affrontement entre le nord et le sud. Ce n'est pas comme ça qu'on parviendra à redresser le pays.

On espère que nos propositions seront utilisées par la majorité. Notre système fiscal prend l'eau de toutes parts. C'est un système illisible. L'impôt sur les personnes physiques et sur les sociétés ne valorise pas suffisamment le travail. Nous proposons de baisser de 3 % l'impôt des sociétés.

C'est très coûteux, ça.

Oui. Un milliard d'euros. C'est beaucoup mais les intérêts notionnels coûtent net 2 milliards d'euros, brut 6 milliards. On peut utiliser un milliard pour baisser de 3 % l'impôt des sociétés.

Ah bon ? Vous voulez arrêter le système des intérêts notionnels ?

Attendez. Il resterait un milliard utilisé aujourd'hui pour les notionnels. On investira 500 millions en faveur de la déductibilité des gros investissements. Et aussi 500 millions pour sup-

primer cette mesure absurde concernant la charge pour les entreprises des deux premiers mois de congé maladie de leurs travailleurs. Cette mesure est très difficile à payer pour une PME. Et plus encore elle touche des gens avec des parcours de santé compliqués qui cherchent du travail et que les employeurs auront tendance à ne plus oser engager. Cette mesure congé maladie est très mauvaise, et encore plus pour la Wallonie qui a plus de petites entreprises que la Flandre. Or pour une petite entreprise cette mesure congé maladie est beaucoup plus lourde que pour une grosse de plus de 200 employés.

Vous remettez le cdH au centre.

C'est une question d'être raisonnable. Pas d'être de gauche ou de droite ou même du centre. Ce qui se passe n'est pas juste. Une PME paie des dizaines de milliers d'euros d'impôts et, une multinationale, non. Ça ne va pas. Si vous n'avez pas d'experts fiscalistes dans votre entreprise aujourd'hui, vous êtes exclu du système. Ça ne va pas.

Mais les intérêts notionnels, vous les jetez à l'eau, alors.

Les notionnels étaient une manière de faire baisser l'impôt des sociétés. Aujourd'hui, près de 2/3 bénéficient à la Flandre pour seulement un peu plus de 10 % pour la Wallonie. ■

«C'est aussi une crise de confiance»

C'est dommage que le cdH ne soit pas dans ce gouvernement, dès lors. Non ?

Si je n'y suis pas, c'est parce que j'ai fait ces propositions et que M. De Wever ne voulait pas en entendre parler. C'est une des raisons pour lesquelles le cdH n'est pas au fédéral. Et ce qui me déplaît dans ce gouvernement, c'est sa philosophie : plus on tape sur la tête des gens, mieux c'est. Il y a d'autres solutions. L'évasion fiscale représente des milliards d'euros. Ce gouvernement n'entend en récupérer que 250 millions.

Vous allez porter ce projet avec le PS au niveau fédéral ?

Non. D'ailleurs les notionnels, c'est un gouvernement MR-PS qui les a inventés, je rappelle. Mais on va pouvoir en discuter, en particulier avec le CD&V. Et avec le MR aussi, j'en suis certain, même si pour le moment on coupe les chevaux qui dépassent dans ce parti. J'espère que le Premier ministre dira que c'est dans l'intérêt de tout le monde.

C'est la main tendue au gouvernement ?

Nous voulons une opposition constructive. On ne hurle pas dans tous les sens. Il faut remettre le pays dans le bon sens. Moi je suis optimiste. Et on dépose des propositions qui n'ont rien d'agressif. On vit une crise sociale, économique, bien sûr. Mais aussi de confiance. La population a peur.

Ça peut relancer la concertation sociale ? C'est votre volonté ?

Qu'est-ce qu'ils attendent pour se mettre

autour d'une table ? Moi je veux que cette révolte se transforme en réforme fiscale positive.

Vous auriez pu vous mouiller avec la N-VA, alors.

J'ai discuté des heures avec Bart De Wever de tout ça. On doit ouvrir une nouvelle page. Et maintenant l'avenir de notre pays passe par l'union des Bruxellois et des Wallons.

Si le MR, dans l'opposition dans les Régions,

vient avec une proposition comme la vôtre, vous lui dites bienvenue ?

Je suis ouvert, constructif. On n'est pas en train de s'indigner. Mais juste faire peur aux gens, c'est réducteur. Pour le moment, on divise les francophones. J'entends bien que certains doivent reprendre leurs esprits. Nous, nous sommes prêts au dialogue.

Vous persistez : il faut un retour au dialogue entre francophones. Vous avez déjà lancé ce message, Joëlle Miquet aussi. Pourtant, vous avez été évidemment pour le moins mal accueilli.

On doit écrire une nouvelle page. L'avenir de notre pays passe par l'union entre la Wallonie et Bruxelles. Il y a des enjeux de taille dans les régions, avec la réforme de l'État à mettre en œuvre, en termes de santé, d'emploi... Tout le monde doit être associé aux OIP (organismes d'intérêt public) qui mettront concrètement en œuvre les principes décidées entre tous les présidents francophones. Le MR compris, bien sûr. ■

C.Ern.